OFFICIAL ORGANIZER OF LPAA FOCUS ON AGRICULTURE

***** COMMUNIQUÉ DE PRESSE*****

COP21 Lima-Paris Action Agenda - Focus Finance privée
4 décembre 2015 de 10:15 à 13:30

Conférence de presse de 9:00 à 9:45 Conference Room 1 – Hall 2 Zone Bleu

La finance privée en faveur du climat : de la prise de conscience à l'action

Paris, 4 décembre 2015 – En capitalisant sur les cibles annoncées et les engagements pris lors du sommet pour le climat des Nations-Unies, l'action des investisseurs, banquiers et assureurs en faveur du climat s'est considérablement développée. A l'occasion de la matinée sur les financements privés du plan d'action lima paris, des initiatives innovantes seront présentées qui accélèrent la réorientation des capitaux en faveur du financement de la transition vers une économie résiliente et bas carbone.

L'action des acteurs financiers privés en faveur du climat a largement dépassé le niveau espéré en 2014.

Depuis le Sommet sur le climat des Nations Unies en septembre 2014, l'action volontaire des acteurs financiers privés en faveur du climat a atteint plusieurs points d'inflexion. **Janos Pasztor**, Secrétaire général adjoint des Nations Unies en charge du climat a présenté le rapport "Trends in private sector climate finance" qui montre que les institutions financières ayant pris des engagements l'an dernier les tiennent et sont rejointes par beaucoup d'autres.

► 1000 investisseurs, représentant 30 milliards d'euros d'actifs gérés, ont engagé des actions en faveur du climat. La décarbonation des portefeuilles est en route, la mesure de l'empreinte carbone doit devenir une pratique courante.

Les grandes coalitions d'investisseurs lancées en septembre 2014 ont dépassé leurs objectifs

- L'engagement de Montréal pour le climat (Montréal Carbon Pledge), rassemblant les investisseurs qui s'engagent à mesurer leur empreinte carbone, a été signé par près de 120 investisseurs, représentant plus de 10 trillions de dollars d'actifs ;
- La Coalition pour la décarbonation des portefeuilles (Portfolio Decarbonization Coalition - PDC) mise en place pour fédérer les investisseurs voulant réduire l'empreinte carbone de leurs portefeuilles a dépassé six fois son objectif, en réunissant 23 investisseurs avec 600 milliards de dollars d'actifs soumis à des objectifs de réduction d'émission dès maintenant et à l'avenir.
- A travers le mouvement Divest-Invest, 115 organismes caritatifs vont désinvestir des 200 principales entreprises de production d'énergie fossile et investiront 5 % de leurs portefeuilles dans des solutions favorables au climat.

Ce matin, trois investisseurs ont renforcé leur engagement en faveur d'une économe bas-carbone :
● La **Caisse des Dépôts**, institution financière publique française et investisseur de long terme, s'engage à consacrer 15 Md€ à des investissements directs verts d'ici à 2017. Elle se donne l'objectif de réduire de 20 % l'empreinte carbone de ses portefeuilles d'actions cotées, soit 55 milliards d'euros.

● **ABP**, le principal fonds de pension néerlandais s'engage à décarboner de 25 % d'ici à 2020 son portefeuille d'actions qui représente 100 Md€.
Alors qu'ils étaient tous les deux signataires de l'engagement de Montréal pour le climat, ils ont annoncé qu'ils rejoignaient la coalition pour la décarbonation des portefeuilles
● Le fonds de retraite de l'Etat de New York - **New York Common retirement Fund (CRF) -** troisième fonds de pension des Etats-Unis, annonce le lancement d'une nouvelle stratégie qui se traduire, dans un premier temps, par l'application d'un nouvel indice bas carbone à un portefeuille initial de 2 milliards de dollars.

► Banques : vers une transition ordonnée du financement du développement durable et de la croissance

Par leurs choix financiers, motivés par l'analyse des risques et des opportunités, les banques peuvent avoir un impact important sur l'économie réelle. **De plus en plus de banques tiennent compte des objectifs climatiques dans la définition de leurs stratégies** afin de suivre une trajectoire passant d'une économie fortement carbonée à une économie peu émettrice. Certaines ont annoncé publiquement qu'elles cessent de financer les secteurs d'activité très émetteurs. D'autres s'engagent à émettre ou arranger des obligations vertes pour financer des nouveaux projets dans les énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique.

Des institutions publiques et privés ont élaboré un ensemble de **5 principes pour intégrer l'action en faveur du climat au sein des institutions financières** qui sera lancé à l'occasion de la COP21.

Ce matin, le **Groupe Crédit Agricole** s'est engagé à structurer 60 milliards d'euros de nouveaux financements dans les trois prochaines années pour combattre le changement climatique et à doubler le niveau de ses financements des énergies renouvelables en deux ans. Il consacrera 5 milliards d'euros à des projets de transition énergétique d'ici à 2020.

► L'assurance: le secteur accroît ses efforts pour répondre aux impacts climatiques déjà à l'œuvre.

70 % des catastrophes naturelles ne sont pas encore couvertes par une assurance. Ce matin, la Fédération internationale des assurances mutuelles et coopératives - International Cooperative & Mutual Insurance Federation (ICMIF) - lance **l'initiative 5-5-5 qui vise à protéger 25 millions de personnes de plus dans les régions les plus pauvres d'ici à 2020** soit 20 % de l'engagement pris en 2015 par le G7 de protéger 400 millions de personnes pauvres supplémentaires des catastrophes naturelles, ce qui est crucial pour la croissance mondiale.

Les compagnies d'assurance s'engagent également comme investisseurs. Au sommet des Nations Unies sur le climat en septembre 2014, le secteur de l'assurance s'est donné l'objectif de doubler d'ici à la fin 2015 le niveau de ses investissements verts qui s'élevait alors à 42 milliards de dollars. A eux seuls, les acteurs principaux du secteur ont dépassé cet objectif en ayant collectivement investi 109 milliards de dollars.

► L'émergence du marché des obligations vertes. Déjà 38 milliards de dollars en 2015
Le marché mondial des obligations vertes a atteint 36,6 milliards de dollars d'émissions nouvelles en 2014 et 38,35 milliards à la mi-novembre 2015, selon l'annonce faite par le comité exécutif des Green Bond Principles. Pour être cohérent avec le scénario 2 degrés, il faudrait atteindre un volume de 500 milliards de dollars par an. Le marché des obligations vertes doit se développer plus largement dans le monde et se diversifier.

Lancement de nouvelles initiatives pour accroître et accélérer le financement d'actifs verts.

Les engagements volontaires des acteurs financiers sont prometteurs mais pourraient s'avérer insuffisants pour réussir la transition vers une économie bas carbone sur le long terme. Pour atteindre les niveaux exigés par l'objectif de 2 degrés, la finance privée rencontre encore des obstacles. Le système financier dans son ensemble doit être adapté pour mobiliser le capital vers une économie verte. De nouvelles formes d'initiatives public-privé doivent être développées pour répondre aux enjeux sectoriels de la transition.

Les stratégies nationales de transition décrites dans les contributions nationales des Etats pour la COP21 (INDC) appellent des règles nouvelles et offrent de nouvelles opportunités pour le secteur financier. **L'association des investisseurs de long terme pour les infrastructures - Long Term Infrastructure Investors Association (LTIIA) - lance un programme pour le financement de la composante « infrastructures » des contributions nationales (INDC)**. C'est un exemple qui montre comment le secteur financier privé peut saisir les nouvelles opportunités d'investissements issues des INDCs. Le programme pilote apportera un appui aux pays volontaires. Le Sénégal est d'ores et déjà volontaire et le programme concernera six pays au démarrage.

Des initiatives innovantes majeures mixant finance publique et privé ont été présentées à la matinée finance privée du plan d'actions Lima Paris :

► **la BERD accroit les financements bancaires privés pour l'efficacité énergétique.** La **Banque européenne pour la reconstruction et le développement** (BERD) a présenté un programme innovant, soutenu par le Fonds pour l'environnement mondial **pour accroitre les financements de l'efficacité énergique par les banques privées locales** dans les pays émergents et en développement. A travers ce programme, jusqu'à 25 milliards de dollars pourront être mobilisés pouvant entrainer la réduction d'émission de 62 millions de tonnes de carbone par an.

► **La Banque interaméricaine de développement (BID) lance un programme de soutien aux émissions d'obligations vertes dédiées à l'efficacité énergétique dans les pays latino-américains et des Caraïbes, avec le soutien du Fonds vert pour le climat. La BID apportera jusqu'à 450 millions de dollars avec un soutien complémentaire de 217 millions de dollars du Fonds verts pour le climat à ce nouveau programme**. Il consiste à garantir des émissions d'obligations vertes qui refinancent des prêts à l'efficacité énergétique dans plusieurs pays de la région. Les réductions d'émissions de carbone induites par les projets financés sont estimées à **17 000 tonnes de carbone par million de dollar investi** sur toute la durée des projets.

► **La Sustainable Energy Marketplace : pour que les projets d'énergie renouvelables trouvent leurs financements.** L'agence internationale pour l'énergie renouvelable (IRENA) lance cette plateforme Internet qui permet d'identifier des projets d'énergie renouvelable prometteurs et de les rendre accessibles aux financeurs publics et privés pour accroitre les investissements dans les marchés émergents. La place de marché disposera d'espaces dédiés à l'Afrique, les Caraïbes et l'Amérique latine.

► **Le Lab, Laboratoire mondial d'innovation pour la finance climat lance de nouveaux outils financiers depuis l'incubation jusqu'à la mise en œuvre**. TCX Investment Management Company B.V a annoncé que la KfW apportera 30 million d'euros à un des projets du Lab : le **Long term foreign exchange risk management Instrument (TCX),** outil de gestion du risque de change à long terme pour les projets d'énergie renouvelables et d'efficacité énergétique dans les pays d'Afrique sub-saharienne. Ce projet pourrait déclencher **jusqu'à 1,3 milliard d'investissement privé jusqu'en 2025 et permettre une réduction d'émission de 500 000 tonnes de carbone par an**.

► **Le Land Degradation Neutrality Fund (LDN Fund) pour financer la restauration des terres dégradées** Ce véhicule d'investissement innovant vise à financer la réhabilitation et la gestion durable de 12 millions d'hectare de terres par an. Le lancement est prévu à la fin 2016 pour offrir des opportunités d'investissement conformes aux objectifs de rendement/risque de nombre d'investisseurs.

A PROPOS DU LPAA
Le Plan d'Actions Lima-Paris est une initiative conjointe des présidences péruvienne et française de la COP, du Bureau exécutif du Secrétaire général des Nations Unies et du Secrétariat de la CCNUCC. Il vise à renforcer l'action en faveur du climat pendant toute l'année 2015, en décembre à Paris et au delà en suscitant une forte mobilisation internationale en faveur de sociétés résilientes et à faibles émissions de carbone; en fournissant un soutien accru aux initiatives existantes, telles que celles lancées pendant le Sommet sur le climat organisé par le Secrétaire général à New York en septembre 2014; en mobilisant de nouveaux partenaires et en créant une plateforme pour garantir la visibilité de leurs actions, de leurs engagements et de leurs résultats sur le route de la COP21. Pour en savoir plus : http://newsroom.unfccc.int/lpaa/about/

Plus d'information et contacts presse

- **Attachée de presse** LPAA: Diane Gaillard | lpaa@cop21.gouv.fr |+33 6 99 62 49 79

Contacts presse du Focus thématique

- **Principles for responsible investment (PRI)** joy.frascinella@unpri.org ; +44 (0) 20 3714 3143
- **UNEP FI:** Robert.bartram@unep.org, +41 22 917 8934 ; lisa.petrovic@unep.org, +41 22 917 8783
- **Investors platform for climate action:** http://investorsonclimatechange.org/
- **ICMIF:** Liz Green; liz@icmif.org +44 (0) 161 952 5053 / +44 (0)7793 264 220
- **Green Bond Principles**: allan.malvar@icmagroup.org and margaret.wilkinson@icmagroup.org +44 20 7213 0322
- **LTIIA: Porte parole** Thierry Déau, Chairman of the LTIIA
  Contact Presse: Amy Sloane-Pinel (a.sloanepinel@meridiam.com), +1 (336) 944 4342
  More about the LTIIA program: http://new.ltiia.org/news/ltiia-to-contribute-to-cop21-summit/
- **BERD**
  Porte-parole à la COP21: Josué Tanaka, Managing Director, Energy Efficiency and Climate Change, EBRD, tanakaj@ebrd.com
  Contact Presse: Anthony Williams, Head of Media Relations, EBRD, williama@ebrd.com
  Plus sur le programme : www.ebrd.com/seffs
- **BID**: John Ferriter; johnfe@iadb.org (202) 623-1394
  Plus d'information: https://lc.cx/4ofV
- **IRENA**
  Plus sur la **Sustainable Energy Marketplace :** http://marketplace.irena.org/
  Contact Presse : Hillary McBride, Tel: +97124179947, Mob: +971564103572, HMcBride@irena.org
- **Land degradation Neutrality Fund**
  Contact Presse: Wagaki Wischnewski +49 228 815 2820 wwischnewski@unccd.int

Plus d'information:
http://www.global-mechanism.org/content/impact-investment-fund-land-degradation-neutrality
E-mail: ldnfund@unccd.int